



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 9 décembre 2013

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des
Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

IMPLANTATION D'UN FORAGE ET MODIFICATION DU PLAN DE PHASAGE

SA CEMEX

COMMUNE DE BEAUVILLIERS

1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : CEMEX
Forme juridique et capital : SA au capital de 28 370 784 €
Siège social : 2 rue du Verseau – Zone Silic – 94150 Rungis
Direction régionale : 5 avenue du parc Floral 45072 Orléans Cedex 2
Responsable : BONIN Catherine, directrice de la région Centre
SIRET : 552 005 969 00209

2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Carrière à ciel ouvert
Situation : Commune de Beauvilliers lieu-dit «La Fosse Aubert»
Surface : 13ha 31a 80ca
Actes administratifs : - Arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 2004 d'une durée de 30 ans,
- Arrêté préfectoral complémentaire du 16 septembre 2008 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière.

3. Objet de la demande

Par courrier du 29 juin 2012 complété le 15 novembre 2012, la SA CEMEX, représentée par Mme BONIN, a sollicité la modification du plan de phasage de sa carrière exploitée sur la commune de Beauvilliers et la régularisation de l'implantation d'un forage pour l'appoint d'eau du laveur de roues.

La modification concernant le plan de phasage est motivée par un changement d'organisation de la succession des phases quinquennales (cf en annexe l'ancien principe de phasage et le nouveau principe de phasage). Durant les années précédentes la mise en place de l'installation fixe, les matériaux seront traités dans une installation mobile comme c'est le cas actuellement. Un nouveau plan de phasage composé de 5 phases de 5 ans a donc été réalisé et le montant des garanties financières a été réévalué en prenant en compte l'indice TP01 de juillet 2013 (702,2).

Par ailleurs, un forage a été implanté à l'Est du site. Ce forage ne correspond pas au forage autorisé dans le cadre de l'arrêté d'autorisation et prévu pour le lavage des matériaux. Ainsi, ce nouveau forage d'un débit maximum de 7,5m³/h est utilisé pour l'appoint d'eau nécessaire au fonctionnement du système de lavage des roues présent en sortie de site. Sa profondeur de 31,5m permet d'atteindre la nappe de la Beauce. Les quantités prélevées seront faibles au vu de son utilisation.

4. Analyse de l'inspection des installations classées

La demande est faite en application de l'article R512-33 du Code de l'Environnement. Le nouveau plan de phasage proposé est cohérent au vu de la production autorisée et le montant des garanties financières pour chaque phase a été réévalué. Au vu de ce nouveau plan de phasage, l'Inspection des Installations Classées considère que l'installation fixe pour le traitement des matériaux devra être installée au plus tard à la fin de la période 3 car à la fin de cette période un espace suffisant sera disponible pour l'implantation de cette installation.

Concernant le forage, celui-ci est utilisé exclusivement pour l'appoint d'eau du système de lavage des roues. Le débit maximum prévu paraît cohérent avec cette utilisation. Cependant, l'Inspection des Installations Classées estime que le volume maximum d'eau prélevée dans la nappe doit rester inchangé au volume maximum autorisé actuellement (2800m³ hebdomadaire).

5. Conclusion - Proposition

Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection des Installations Classées estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles. Les articles 1.2 (Nature des activités), 2.1.1 (garanties financières) et 4.1.2 (caractéristiques des ouvrages de prélèvements d'eau) ainsi que les 6 annexes concernant l'état d'avancement de l'exploitation de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004 doivent être modifiés.

Conformément aux dispositions de l'article R512-31 du Code de l'Environnement et considérant les éléments fournis par le demandeur, le rapporteur propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières - de réserver une suite favorable à la demande de la SA CEMEX, conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.